

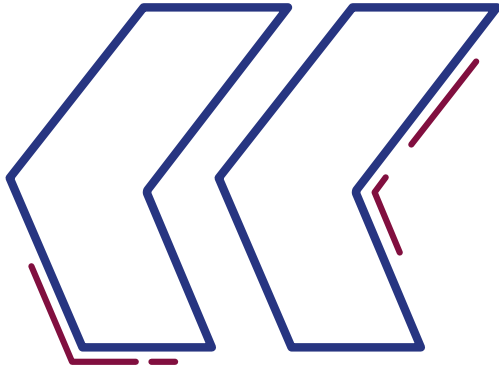


MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DES TRANSPORTS

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

DOSSIER DE PRESSE

# Agence de l'Innovation pour les Transports



**Jean-Baptiste Djebbari,**  
ministre chargé des Transports

Transition écologique et énergétique, révolution numérique, besoin de résilience accrue face aux crises : le secteur des transports fait aujourd'hui face à des défis historiques. Ce sont autant de bouleversements que d'opportunités.

L'innovation peut – et doit – être la réponse. Elle doit nous permettre de réinventer nos manières de nous déplacer, ainsi que les technologies et les modèles économiques sous-jacents.

Pour innover, il faut une certaine vision et une certaine audace. La première pour penser, la deuxième pour agir.

La vision, nous la partageons grâce au Conseil Ministériel pour le Développement et l'Innovation dans les Transports, que j'ai installé l'été dernier et qui s'est depuis réuni à 4 reprises sur des thématiques ciblées. Avec les acteurs concernés, nous avons défini des objectifs. Il nous revient maintenant de les concrétiser. Pour cela, je souhaite que l'administration soit précurseuse ; qu'elle accompagne ceux qui inventent les transports de demain.

L'audace, je le crois, n'est pas forcément innée et peut au contraire s'acquérir. Cela exige un changement de culture. Il s'est fait dans de nombreuses filières industrielles ; il doit aussi se faire dans l'administration. Nous l'avons déjà amorcé au Ministère des Transports. Je propose de l'amplifier, avec l'ensemble des acteurs de l'écosystème.

C'est parce que nous avons besoin de vision et d'audace que j'annonce aujourd'hui la création, au sein du Ministère chargé des Transports, de l'**Agence de l'Innovation pour les Transports**. Cette Agence a vocation à coordonner les actions de soutien à l'innovation entre les services, à participer à l'identification et au référencement d'innovations, et à accompagner leur passage à l'échelle. Elle sera opérationnelle d'ici cet été.

Pour relever les défis qui sont devant nous, l'AIT devra adopter une approche nouvelle. Une approche qui dépasse les distinctions traditionnelles entre modes de transport et associe pleinement les secteurs de l'énergie (et notamment de l'hydrogène) et du numérique (en particulier sur les questions de cybersécurité et de fintech). Une approche d'innovation ouverte, fondée sur des partenariats entre industriels, instituts de recherche et de formation, écosystèmes de startups et PME, acteurs de la finance, opérateurs, territoires et puissance publique.

L'AIT se veut un catalyseur d'innovation, au service de nos concitoyens et au service du rayonnement de la France. C'est avec elle que nous inventerons les transports de demain. »



**Marc Papinutti,**  
Directeur général des Infrastructures,  
des Transports et de la Mer

*« Le secteur des transports terrestres, fluviaux et maritimes va vivre une transformation profonde. Suite aux assises de la mobilité en 2018, à l'adoption de la loi d'orientation des mobilités en décembre 2019, l'innovation doit désormais résonner et offrir des solutions concrètes et durables, au service des populations, des usagers, des territoires et du développement durable. 2021 marque une accélération de cette ambition par la création de l'Agence de l'Innovation pour les Transports, en mobilisant ensemble les forces de l'administration. »*



**Damien Cazé,**  
Directeur général de l'aviation civile

*« Depuis ses origines, l'aviation civile allie l'esprit d'innovation des pionniers à la conscience de sa responsabilité envers la société. Pionnière, elle l'a été dans l'amélioration constante de la sécurité, puis, à la suite du 11 septembre 2001, de la sûreté. Aujourd'hui, notre énergie créatrice, toujours intacte, est tournée vers le développement durable, pour une aviation plus respectueuse de l'environnement. La DGAC accompagne déjà de nombreuses initiatives innovantes. En fédérant les énergies de tout le ministère chargé des Transports, l'AIT nous permettra d'aller ensemble, plus loin, plus haut, vers une aviation toujours plus sûre et décarbonée. »*

# 1 L'innovation au cœur du ministère des transports

La finalité des directions générales chargées des transports terrestre, fluvial, maritime et aérien (DGITM et DGAC) est d'être le concepteur, le promoteur et le responsable pour l'État des politiques des transports et mobilités multimodales, au service des populations, des usagers, des territoires et du développement durable. À ce titre, elles orientent, animent, pilotent et régulent, avec leur écosystème ces politiques en étant pleinement engagées dans les grandes transitions que traverse le secteur des transports.

Par nature, les innovations sont imprévisibles et mouvantes. Pour innover de manière pertinente, il faut à la fois avoir un regard extérieur mais avoir également une connaissance et une perception affûtées du métier.

De par la nature même de ses activités, par la qualité de ses équipes et le caractère pointu de leurs compétences, le ministère des Transports, en lien avec son écosystème, est à même d'accompagner les innovations qui permettent de réinventer la mobilité de demain. Les fonctions d'innovations sont clairement prises en compte au sein de la DGAC et de la DGITM, témoignant d'un volontarisme en la matière.

Voici présenté ci-dessous quelques initiatives qui, au sein du ministère des Transports, s'orientent désormais résolument vers la transition écologique.

## **Le Projet SEIPHER, pour des antennes radio alimentées par l'hydrogène vert**

Les sites isolés de la Direction des Services de la Navigation Aérienne de la DGAC où sont implantées des antennes radio et des radars, sont équipés de groupes Diesel afin d'assurer une disponibilité permanente de l'énergie de ces infrastructures du contrôle aérien.

Le projet SEIPHER vise à remplacer ces groupes électrogènes par une production d'énergies renouvelables. De l'électricité est produite par des piles à hydrogène, combustible fabriqué localement au moyen d'énergie fournie par des panneaux photovoltaïques.

L'innovation réside dans la combinaison de ces deux technologies, développées avec Bouygues Énergies & Services, Powidian et BG Conseils. Un prototype est en cours d'évaluation avec l'antenne avancée radio de Sarlat (Dordogne) qui fonctionnera ainsi à 75 % en autonomie énergétique, réduisant les émissions de gaz à effet de serre de près de 60%. La solution a été labellisée par la fondation SOLAR IMPULSE.

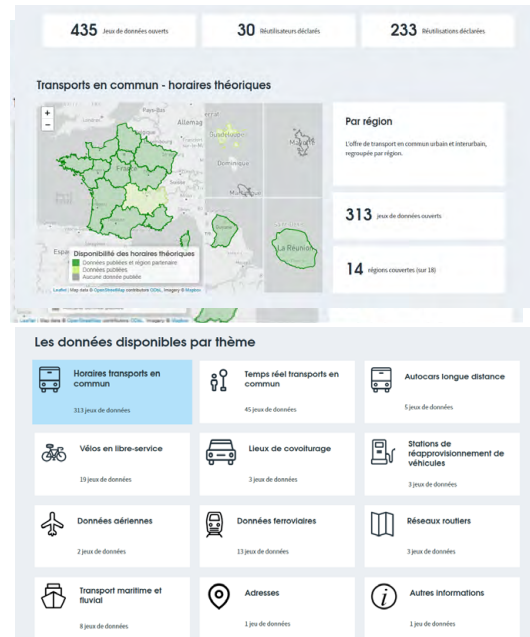


## Transport.data, l'ouverture des données de mobilités pour tous les modes de transport

L'objectif de Transport.data est de faciliter les déplacements en France pour tous les voyageurs grâce à l'ouverture des données multimodales.

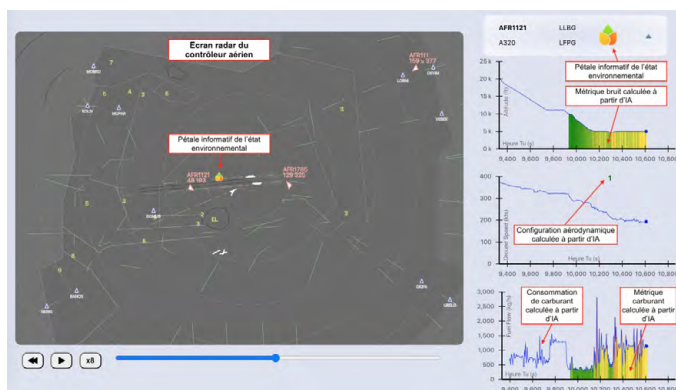
On y trouve aujourd'hui plus de 430 jeux de données, qui sont déjà réutilisés par la plupart des applications de calcul d'itinéraires. Tout le monde peut dorénavant espérer voir sur son application de mobilité les horaires des lignes locales de transport en commun ou les aires de covoiturage à proximité et ainsi accéder plus facilement à des modes de transport durables et alternatifs à la voiture individuelle.

Cette plateforme et l'équipe qui l'anime sont financées par la DGITM depuis son lancement en 2017.



## ACROPOLE, l'intelligence artificielle pour optimiser l'impact environnemental des trajectoires aériennes

Utilisant les données des radars du contrôle aérien, Acropole calcule en temps réel la consommation de carburant, les émissions de polluants (CO<sub>2</sub>, NO<sub>x</sub>, etc.) et l'impact sonore aux abords des aéroports. Ces informations permettront aux contrôleurs aériens d'aider efficacement les pilotes à réduire leur consommation en temps réel, et aux services de conception des routes et espaces aériens d'optimiser l'impact environnemental global de l'aviation civile.



D'après les premières projections, l'utilisation d'Acropole pourrait contribuer à réduire de 5 à 25% les émissions en CO<sub>2</sub> sur un aéroport comme Roissy-Charles-de-Gaulle, selon le type de trajectoire d'approche utilisée.

Développé par la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC) sur la base de recherches menées à l'Ecole Nationale de l'Aviation Civile (ENAC), ce projet d'intelligence artificielle s'attaque concrètement à améliorer l'impact environnemental des opérations aériennes.



# 2 Des défis de transformations du secteur des transports qui nécessitent un accompagnement du ministère

Réchauffement climatique, pollution atmosphérique, dépendance énergétique : le secteur des transports doit se tourner radicalement vers une transition écologique durable pour ne pas laisser en héritage aux générations suivantes les conséquences de nos modes de vie actuels.

Notre société se confronte à une situation complexe et inédite : mettre en œuvre une stratégie bas carbone tout en offrant la liberté de déplacement.

Par ailleurs, la transformation numérique présente une opportunité pour le développement des transports, et nécessite une approche nouvelle du rôle de l'Etat : accès aux données dans le respect de la vie privée, décloisonnement des approches réglementaires.

Dans un monde en constante évolution, l'administration se doit d'être agile pour saisir les opportunités mais aussi pour protéger les citoyens contre des risques émergents, qu'ils soient sécuritaires, sanitaires ou climatiques, et améliorer la résilience des transports, nécessaire à celle de la société.

Pour relever cet immense défi, les démarches d'innovation sont la clé.

Consultés, les acteurs de l'écosystème des transports en France ont identifié les principaux freins à l'innovation.

Le verrou à l'innovation dans la mobilité le plus souvent cité est celui de la réglementation, parfois encore trop lourde, en particulier concernant la réglementation des marchés publics, la réglementation sur le transport de personnes et la régulation publique des données. D'autres encore freinent l'innovation : la complexité de la gouvernance et des procédures administratives, la méconnaissance des dispositifs de financement existants, les différences culturelles, la difficulté d'accès aux territoires d'expérimentation.

Il est donc crucial de lever les freins qui brident l'innovation par une dynamique d'accompagnement des porteurs de projets par le ministère des transports. A défaut de normes applicables, l'administration peut permettre et favoriser l'expérimentation d'innovations de manière pro-active, par exemple en adoptant des approches d'« analyse de risques » et d'alternative design. En retour, les conditions spécifiques établies par l'administration pour ces expérimentations permettent de préparer des évolutions réglementaires plus adaptées aux transports de demain.



**Edward Arkwright**

Directeur général exécutif du Groupe ADP

*Pour relever cet incroyable défi de la mobilité aérienne du futur porté par le groupe ADP, ce dernier s'est coordonné étroitement avec la Direction Générale de l'Aviation Civile (DGAC). Plusieurs groupes de travail ont été lancés sous l'égide de la DGAC autour des problématiques des opérations, de la réglementation, d'acceptabilité, ou encore de modèle économique.*

*La prise en compte de ces problématiques va permettre l'émergence d'une future réglementation de ce nouveau mode de transport et de son évaluation opérationnelle, afin d'être au rendez-vous des Jeux Olympiques et Paralympiques de 2024 pour des démonstrateurs de premières liaisons VTOL péri-urbaines. »*

## **Simplifier les usages par la réglementation : l'exemple du service MOBILIC au service des travailleurs mobiles dans le transport routier léger et le déménagement**

Faciliter et simplifier la vie des travailleurs mobiles tout en luttant contre la concurrence sociale déloyale : tel est l'engagement du nouveau service numérique Mobilic. Le produit permet aujourd'hui aux salariés d'enregistrer très simplement leur temps de travail au moyen d'un smartphone. Par rapport au dispositif papier actuel, Mobilic augmente la fiabilité des données et réduit le temps nécessaire aux contrôleurs pour les analyser. Il permet également aux entreprises d'utiliser facilement ces données numériques, ce qui réduit leur charge administrative. À terme, Mobilic peut être interfacé avec tout l'écosystème des solutions numériques utilisées par le secteur.

Mobilic a été initié en lien étroit avec les partenaires sociaux du secteur du déménagement. Tout cela a été facilité par la DGITM en levant le verrou réglementaire par prise d'arrêté ministériel le 12 janvier 2021 pour autoriser les entreprises de déménagement d'enregistrer le temps de travail des salariés au moyen de Mobilic, à la place du dispositif papier existant.

<https://mobilic.beta.gouv.fr/>

## Faciliter l'expérimentation dans la sûreté aéroportuaire, au moyen du programme Vision-Sûreté : MONA, le nouveau compagnon de voyage

Étape majeure vers la mobilité de demain, MONA va révolutionner l'expérience des voyageurs grâce à un parcours fluide, rapide et sans contact, basé sur la biométrie, du domicile jusqu'à l'avion.

Dans le cadre du programme Vision-Sûreté, le service MONA est expérimenté à l'aéroport Lyon-Saint Exupéry depuis octobre 2020. Il permet aux passagers de franchir sans contact physique et sur simple présentation de leur visage, grâce à la reconnaissance faciale, les différents points de contrôle aéroportuaire (hors contrôle aux frontières), depuis le dépôt des bagages jusqu'à l'embarquement.

Sur les premiers mois d'expérimentation, quelque 500 passagers, des compagnies Transavia et TAP, ont été concernés et les premiers retours sont positifs.

Cette démarche coordonnée par la DGAC, suivie et approuvée par la CNIL, a nécessité de développer des connaissances pointues sur le sujet de la reconnaissance faciale tout en y intégrant de manière agile les problématiques inhérentes à la sécurité des systèmes d'information.

<https://www.ecologie.gouv.fr/programme-vision-surete>

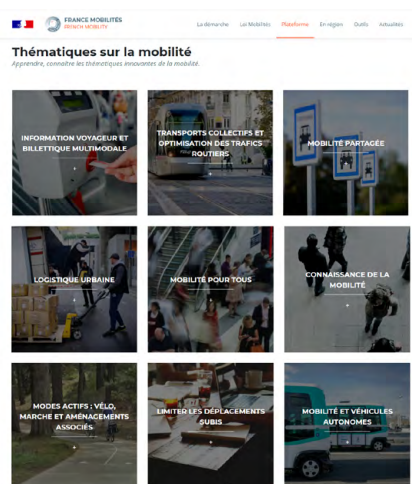
<https://www.lyonaeroports.com/services/mona>

## L'expérience France Mobilités

Lancée en 2018 à la suite des Assises Nationales de la mobilité, la démarche France Mobilités soutient les expérimentations, développement et diffusion de solutions de mobilités du quotidien innovantes et durables, alternatives au véhicule individuel dans tous les territoires, avant de les faire passer à l'échelle.

Cette démarche, à caractère inédit, a été conçue grâce à et par les acteurs de la mobilité, en partant du besoin. Les méthodes de « *design thinking* » ont été mises en œuvre pour élaborer le plan d'actions en un temps record, avec l'ensemble des acteurs de la mobilité qui ont participé aux Assises nationales de la mobilité, avec des ateliers de co-conception et co-construction pour préfigurer le plan d'actions. Elle a permis de montrer qu'il y avait une volonté réelle d'innover collectivement, en oeuvrant pour le bien commun.

La démarche France Mobilités a ainsi préfiguré en partie les concepts de la future Agence de l'Innovation pour les Transports.



# 3 Vers la création d'une Agence de l'Innovation pour les Transports

Associant la DGITM et la DGAC, l'Agence de l'Innovation pour les Transports, renforcera les liens entre les services du Ministère des Transports et les acteurs de l'innovation : instituts de recherche, startups, incubateurs, lab d'innovation des grands groupes, industriels, PME et ETI, financeurs de l'innovation, ainsi que les initiatives locales venant des territoires.

Elle apportera une dynamique d'accélération pour coordonner, simplifier et orienter les offres de service existantes et émergentes dans les administrations du Ministère, pour les porteurs de projets innovants. Elle impulsera une culture d'innovation ouverte dans l'administration, en lien avec les

territoires et les acteurs économiques et accompagnera l'expérimentation, le prototypage et le déploiement d'innovations qui façonneront les transports du futur.

L'Agence pourra ainsi identifier les innovations les plus prometteuses, accompagner et faciliter leur expérimentation et leur passage à l'échelle dans les territoires, anticiper, identifier et lever les verrous à l'innovation, notamment réglementaires, normatifs, culturels, organisationnels, faciliter l'émergence d'innovations en créant les conditions propices à leur développement, et donner plus de visibilité aux différents modes d'accompagnement que le Ministère des Transports peut apporter aux innovateurs.

## L'AIT aura pour missions de :

- ✓ Entretenir une veille de l'innovation, identifier, capter, référencer les projets innovants portés par les acteurs privés et publics dans les territoires ;
- ✓ Impulser et animer une culture d'innovation ouverte dans l'écosystème des transports (industriels, opérateurs, territoires, administration), casser les silos entre les différents modes et favoriser l'émergence d'idées nouvelles pour les services de transport de demain, par des workshops, groupes de travail innovant notamment ;
- ✓ Établir des partenariats avec les acteurs de l'écosystème innovation, dans le secteur des transports, mais aussi en dehors vers des secteurs qui peuvent bénéficier aux services de transport, en apportant des technologies et des services nouveaux ;
- ✓ Accompagner les porteurs de projets innovants : entreprises, chercheurs, collectivités locales, association, pour accélérer la levée de points de blocage, ou en apportant des ressources nécessaires à leur développement (accès à des données, partenariats, aide à la constitution de dossiers pour l'obtention de financements) ;
- ✓ Soutenir le développement de prototypes et lancer ou faciliter des expérimentations.



- Préfiguration de l'AIT jusqu'à l'été avec consultations des acteurs de l'écosystème
  - À l'été : inauguration de l'AIT et lancement d'un appel à projets innovants nécessitant un accompagnement spécifique des services du Ministère des Transports
  - Septembre : sélection et début du programme d'accompagnement
- L'AIT, qui sera opérationnelle d'ici l'été, rapportera au CMDIT annuellement.

Contact : [agence.innovation@transports.gouv.fr](mailto:agence.innovation@transports.gouv.fr)





**MINISTÈRE  
CHARGÉ  
DES TRANSPORTS**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

---